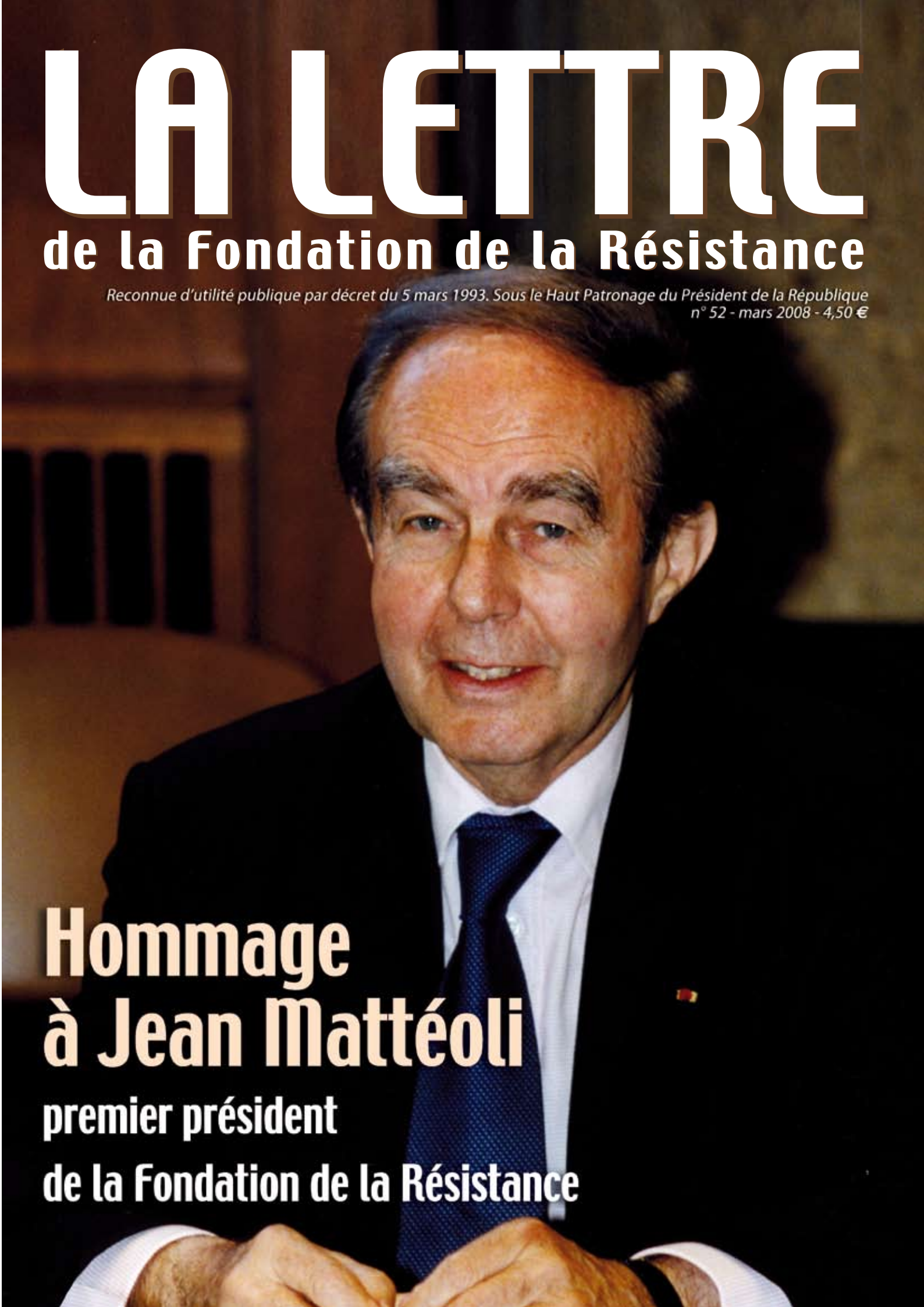


LA LETTRE

de la Fondation de la Résistance

*Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
n° 52 - mars 2008 - 4,50 €*

A portrait of Jean Mattéoli, a middle-aged man with dark hair, wearing a dark suit, white shirt, and blue patterned tie. He is looking slightly to the right with a gentle smile. His hands are clasped in front of him at the bottom of the frame. The background is dark and out of focus.

**Hommage
à Jean Mattéoli**
premier président
de la Fondation de la Résistance

UN CONCOURS « PLUS QUE JAMAIS D'ACTUALITÉ »

En 2007, 46 382 élèves ont participé au Concours national de la Résistance et de la Déportation, dont le thème était : « Le travail dans l'univers concentrationnaire nazi ».

Le 15 janvier dernier, les lauréats nationaux, qu'entouraient leurs enseignants et de nombreux représentants des associations et fondation de résistants et de déportés recevaient leurs prix au cours d'une cérémonie en l'Hôtel national des Invalides. Une cérémonie durant laquelle l'utilité civique de ce concours fut largement soulignée.



© ministère de la Défense, photo Jacques Robert

Le palmarès national

Le jury du concours national de la Résistance et de la Déportation a désigné les lauréats pour l'année scolaire 2006-2007. Les établissements sont classés par ordre alphabétique de l'académie.

Première catégorie. Classes de tous les lycées. Devoirs individuels :

- Elsa Pascual du lycée Victor Duruy, Mont-de-Marsan (Landes);
- Kods Mahdhaoui du lycée Louise Michel, Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne);
- Marion Tricoire du lycée Pierre Mendès-France, La Roche-sur-Yon (Vendée);
- Victoire Maurel du lycée Jules Ferry, Paris.

Deuxième catégorie. Classes de tous les lycées. Travaux collectifs :

- Toute une classe de Seconde du lycée français

François Mitterrand, Brasilia (Brésil);

- 18 élèves du lycée Jean-François Millet, Cherbourg-Octeville (Manche);
- Gersende Chaffardon, Karen Salliere et Fanny Vincent du lycée Louis Armand, Chambéry (Savoie);
- Lara Granat, Ariane Lebot, Laure Martin Le Mevel, Emmy-Lou Nicolai et Clara Wolf du lycée Louis Le Grand, Paris.

Troisième catégorie. Classes de troisième de collèges. Devoirs individuels :

- Audrée Latinaud du collège Georges Guingouin, Eymoutiers (Haute-Vienne);
- Léa Raillard du collège Les Vignes du Croy, Crauthoy, Crauthoy (Haute-Marne);
- Clémence Michaut du collège Les Bleuets, Ay (Marne);
- Elise Brunet du collège de Brumath (Bas-Rhin).

Quatrième catégorie. Classes de troisième de collèges. Travaux collectifs :

- 10 élèves du collège La Vallée, Avon (Seine-et-Marne);
- Marie Bara, Mathieu Berteaux, Amélie Lefevre, Romuald Matton, Marine Molle, Jennifer Queste et Sloane Vanderstishel du collège Renaud Barrault, Avesnelles (Nord);
- 39 élèves du collège Jean Monnet, Bénévent-l'Abbaye (Creuse);
- Nolwenn Kasbach, Maxime Tholly, Sophie Lorenzi et Pierre-Clément Fayard du collège Jacques Brel, Chazelles-sur-Lyon (Loire).

NDLR: Faute de place les mentions n'ont pu être portées à la connaissance de nos lecteurs.

Ces informations sont en ligne sur notre site Internet (www.fondationresistance.org à rubrique « actions pédagogiques/concours de la résistance/année 2006-2007/palmarès »).

➡ suite page 15

UN PARTENARIAT RENOUVELÉ AVEC L'ONAC



Le préfet Victor Convert, directeur général de la Fondation de la Résistance et le préfet Rémi Enfrun, directeur général de l'ONAC lors de la signature.

les délégués à la mémoire combattante de l'ONAC dans l'opération « Valeurs de la Résistance, valeurs des élèves d'aujourd'hui » tandis que MER a souhaité recueillir les témoignages d'acteurs ruraux de la Résistance qui lui seront proposés par les services départementaux de l'ONAC.

La Fondation met à la disposition de l'ONAC des outils pédagogiques qui peuvent être présentés à l'occasion de manifestations organisées par ses services départementaux (exposition sur Berty Albrecht, collections de DVD « Parcours de Résistants » réalisées par MER et CDROMs sur la Résistance dans les départements produits par AERI).

FM

Le 2 octobre dernier, la Fondation de la Résistance et ses deux associations affiliées : Mémoire et Espoirs de la Résistance (MER) et l'Association pour des Études sur la Résistance Intérieure (AERI) ont signé une convention et plusieurs avenants avec l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre (ONAC) afin de renouveler leur partenariat autour de la transmission de l'histoire, de la mémoire et des valeurs de la Résistance.

Pour la Fondation de la Résistance, ce partenariat porte essentiellement sur le Concours National de la Résistance et de la Déportation et sur la promotion et l'aide au suivi dans les départements de la campagne nationale de sauvegarde des archives privées de la Résistance et de la Déportation. L'AERI a décidé, quant à elle, d'associer

ERRATUM

Une erreur concernant la légende d'une photographie reproduite à la page 27 de la brochure pédagogique préparatoire au Concours National de la Résistance et de la Déportation 2007-2008 (*La Lettre de la Fondation de la Résistance* n° 51) nous ayant été signalée, nous sommes empressés de la rectifier sur la version téléchargeable depuis notre site Internet et nous reproduisons, ci-après, la photographie avec la bonne légende. Nous renouvelons nos excuses à M. Jean Nallit pour cette méprise tout à fait involontaire.



Jean Nallit, Juste parmi les Nations devant le mur des Justes à Paris en janvier 2007.

La rédaction



LE MOT DU PRÉSIDENT

SOMMAIRE

Hommage

- Jean Mattéoli, toute une vie au service de la France..... p. 4

CNCVR

- Les premières journées annuelles de la Fondation de la Résistance à Saint-Marcel..... p. 8

L'activité des associations affiliées

- Mémoire et Espoirs de la Résistance p. 10
- AERI p. 12

Livres..... p. 14

La vie de la Fondation de la Résistance

- Un partenariat renouvelé avec l'ONAC. p. 2
- Palmarès et remise des prix du CNRD 2006-2007 p. 2 et 15
- L'amicale Alliance remet son drapeau à la Fondation de la Résistance. p. 15

Concours

- Palmarès du concours de la meilleure photographie d'un lieu de Mémoire 2007 p. 16

Ce numéro comporte un encart jeté : le programme et la fiche d'inscription aux prochaines journées annuelles de la Fondation de la Résistance

Éditeur : Fondation de la Résistance
Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
30, boulevard des Invalides – 75007 Paris
Téléphone : 01 47 05 73 69
Télécopie : 01 53 59 95 85
Site internet :
www.fondationresistance.org
Courriel :
fondresistance@club-internet.fr
Directeur de la publication : Pierre Sudreau,
Président de la Fondation de la Résistance
Directeur délégué de la publication :
François Archambault
Rédacteur en chef : Frantz Malassis
Rédaction : Marc Fineltin, Bruno Leroux,
Frantz Malassis, Jean Novosseloff,
Laurence Thibault.
Maquette, photogravure et impression :
SEPEG, Boulogne-Billancourt 92100.
Revue trimestrielle. Abonnement pour un an : 16 €. n° 52 : 4,50 €
Commission paritaire n° 1110A07588 – ISSN 1263-5707

La Fondation de la Résistance lorsqu'elle fut créée par le décret du 5 mars 1993 présentait un exposé des motifs qui débutait ainsi « *Les derniers témoins vont disparaître...* »



Avec le décès de Jean Mattéoli, premier président de la Fondation de la Résistance, l'inexorable marche du temps se rappelle cruellement à nous. Mais elle nous conforte aussi dans l'idée que l'action fédératrice que nous avons initiée tous ensemble avec la Fondation de la Résistance était un devoir impérieux si nous souhaitions que l'histoire et le message moral de la Résistance s'inscrivent durablement dans la mémoire collective française.

Je tiens aujourd'hui à saluer le travail fondateur de Jean Mattéoli à qui la Fondation de la Résistance doit beaucoup. L'hommage que ce numéro lui rend en témoigne.

Après cinq années de lutte contre tous ceux qui s'opposaient à la création de la Fondation de la Résistance, Jean-Pierre Lévy et moi-même avons fait appel à Jean Mattéoli qui a fait en sorte, que la Fondation non seulement voie le jour, mais prouve jour après jour son efficacité et sa raison d'être. Il s'agissait de mettre en place une institution durable ayant la triple mission de perpétuer la mémoire des actes d'opposition à l'occupant et à Vichy, de défendre les valeurs au nom desquelles leurs auteurs avaient combattu, et d'offrir une structure d'accueil aux associations d'anciens résistants ne pouvant plus vivre par elles-mêmes.

À cette époque, la tâche était immense et je dois dire que la personnalité de Jean Mattéoli, homme de conviction et de dialogue, a été essentielle dans les premières années de la Fondation.

Il fallait composer avec les différences, les spécificités qui ont pu être les nôtres dans ce grand creuset que fut la Résistance. Il parvint à apaiser des divergences qui ont pu naître à l'époque plus ou moins légitimement. Il réussit à faire en sorte que cette idée lancée quelques années auparavant par plusieurs d'entre nous avec le soutien de l'ensemble du monde résistant dont les membres du Comité d'Action de la Résistance et du Comité des Œuvres Sociales de la Résistance puisse devenir une réalité.

Nous avons tout à bâtir, tout à prouver pour asseoir notre crédibilité. La Fondation est maintenant reconnue par l'ensemble des milieux résistants et des pouvoirs publics, en ordre de marche pour garantir ce qui fait sa raison d'être au profit des générations d'aujourd'hui et de demain. ●


Pierre Sudreau
Président de la Fondation de la Résistance

LES JOURNÉES ANNUELLES DE LA FONDATION DE LA RÉSISTANCE

Les prochaines journées annuelles de la Fondation de la Résistance devaient se dérouler dans la Meuse. Malheureusement ce projet a dû être abandonné en raison des difficultés rencontrées par les organisateurs. Le bureau du Comité d'animation et de suivi a donc pris la décision qu'elles se déroulent les 10, 11 et 12 octobre 2008 dans le département du Calvados.

Vous trouverez, joint à ce numéro de *La Lettre*, le programme et le bulletin d'inscription à ses journées. Nous demandons aux présidents d'associations de bien vouloir assurer le plus largement possible la diffusion de ces informations afin que ces journées soient une réussite.

JEAN MATTÉOLI, TOU

Résistant-déporté, ancien ministre, président du Conseil économique et social, Jean Mattéoli a été le premier président de la Fondation de la Résistance de sa création en 1993 à 2006, puis président d'honneur fondateur jusqu'à sa disparition survenue le 27 janvier dernier. Dans ce numéro, nous avons souhaité retracer la vie de Jean Mattéoli faite de courage, d'engagements et de dialogue.

Coll. Conseil Économique et Social.



Né le 20 décembre 1922 à Montchanin, près du Creusot (Saône-et-Loire), Jean Mattéoli n'a pas dix-huit ans lorsqu'à l'été 1940, refusant l'Occupation allemande, il s'engage dans la Résistance. Il rejoint alors un groupe de résistants dijonnais qui aide les prisonniers de guerre français et anglais évadés à échapper aux recherches de l'ennemi et à poursuivre le combat en rejoignant l'Angleterre. Rapidement, tout en poursuivant ses études de droit à la faculté de Dijon, il est chargé de leur fournir tous les faux papiers nécessaires avant de leur faire franchir la ligne de démarcation. Sa tâche de faussaire lui est facilitée par le préfet Chevreux qui, au courant de ses activités, crée pour lui, en octobre 1940, un poste de « rédacteur à titre provisoire » à la préfecture de la Côte-d'Or. Les besoins de la Résistance grandissants, il organise et se trouve à la tête d'une véritable officine de faux papiers qui fournit cartes d'identité, feuilles de démobilisation, carte de ravitaillement, laissez-passer... Les demandes sont telles qu'il finit même par fournir les documents vierges et de faux tampons à d'autres équipes.

Cependant, il n'a de cesse de multiplier et de diversifier ses activités. De par son emploi à la préfecture, où il peut recueillir de nombreux renseignements utiles à la Résistance, il est recruté par le réseau « Navarre » et en 1942 devient membre du Bureau des Opérations aériennes pour la région D (Bourgogne-Franche-Comté). Il en profite aussi pour saboter les départs en Allemagne de jeunes ouvriers requis dans le cadre du STO en dirigeant des centaines de jeunes réfractaires vers les maquis de la région.

La répression allemande s'abat jusque dans son entourage le plus proche. Jean Mattéoli sait le danger imminent mais poursuit néanmoins son action jusqu'au 7 avril 1944 où il est à son tour arrêté et interrogé par la *Gestapo*. Incarcéré à la prison de Dijon, il est transféré au camp de Compiègne. Le 4 juin 1944, il est déporté par l'un de ces convois de wagons de marchandises qui roulent interminablement jusqu'en Allemagne. « Nous étions plus d'une centaine, comprimés,

entassés, sans pouvoir nous coucher ni même nous accroupir ou nous asseoir. Le jour tombait pour la troisième fois. Nous n'avions rien à manger, rien à boire. Nous délirions de soif. [...] J'étais serré contre la paroi. Sur ma joue, je ressentais comme une fraîcheur. Contre un montant de métal, perlaient quelques gouttes d'eau. J'y appliquais ma langue et me mis à la lécher longuement, cette paroi où naissait sans cesse une nouvelle humidité. Dans un apaisement heureux, je me laissai glisser jusqu'à ce que mes épaules touchent le sol, le bassin et les jambes dressés contre la paroi et je m'endormis au-delà de la terre, dans le repos » ⁽¹⁾.

Le 7 juin 1944, il arrive enfin au camp de concentration de Neuengamme non loin de Hamburg où il reçoit le matricule 33265. Après un séjour de quarantaine, il est transféré à Misburg, *Kommando* au service des entreprises de raffinerie Deurag où jusqu'en mars 1945 il se livre à des actions de sabotage de la machine de guerre nazie.

La fin de la guerre approche, les Alliés convergent de partout en Allemagne. Devant cette situation, les nazis évacuent les camps les uns après les autres. Ils poussent sur les routes les déportés survivants dans un exode absurde et meurtrier afin qu'ils ne tombent dans les mains des troupes alliées. Jean Mattéoli échoue alors au camp de Bergen-Belsen, vaste lieu d'agonie où s'entassent, dans le chaos final du système concentrationnaire, des milliers de déportés.

Jean Mattéoli très affaibli par le typhus est libéré par un détachement britannique le 15 avril 1945. Dans un de ses témoignages

il évoque cette journée. « C'est un jour comme les autres à Bergen-Belsen. Parfois une sorte de frémissement fait osciller la masse informe des déportés étendus sur le sol, épuisés de faim, de soif et de fatigue, faibles au point de ne pouvoir se lever ni même s'asseoir. [...] Parfois des têtes se lèvent lentement pour s'abaisser à nouveau lentement; nous sommes si fatigués. Pourtant il se passe aujourd'hui quelque chose : des soupirs, des mots à peine balbutiés. Des hommes en uniforme s'avancent. Avec quelque peine je les distingue maintenant : ce sont des Anglais. Il n'y a pas cependant de signes d'enthousiasme, pas de cris de joie, nous sommes si fatigués. Les soldats avancent, ils paraissent hagards. Ils ne peuvent pas croire ce qu'ils voient. Ils viennent de pénétrer dans l'horreur des cadavres entassés, des monceaux de cadavres entassés, des monceaux de cadavres qui se succèdent jusqu'au bout du camp, là-bas, très loin où sont les fosses communes. [...] Sur les cadavres décharnés qui gisent à travers le camp s'appuient, allongés, à moitié morts déjà, ceux qui comme moi savent qu'ils vont bientôt mourir » ⁽²⁾.

Après plusieurs semaines de soins, Jean Mattéoli est rapatrié le 30 mai 1945.

Dès lors, il entame une carrière dans la haute administration. En septembre 1945, il se met au service du commissaire de la République de Bourgogne et Franche-Comté puis, l'année suivante, il est nommé chargé de mission pour les questions économiques et financières au cabinet de l'administrateur général de la zone française d'occupation en Allemagne, Émile Laffon, qu'il suit lorsque ce dernier prend ses fonctions de président des Houillères du



25 août 1994, Jean Mattéoli entouré de Pierre Sudreau et de Jean-Pierre Lévy lors du cinquantième anniversaire de la libération de Paris. À cette occasion, Jean Mattéoli avait reçu des mains du Président de la République les insignes de Grand officier de la Légion d'honneur.

© Le Déporté/ photo Daniel Blondel

TE UNE VIE AU SERVICE DE LA FRANCE

JEAN MATTÉOLI, FAUSSAIRE DE LA RÉSISTANCE ET MEMBRE DU BOA

[...] Août 1940. Nous sommes sous le choc de l'écrasement que nous venons de subir. L'armée française, considérée comme la meilleure du monde et la plus efficace, a été anéantie en peu de jours par l'action combinée des blindés et de l'aviation allemande. Après un dérisoire et pénible voyage qui, en huit jours, nous a conduits en Saône-et-Loire, nous sommes revenus à Dijon et nous nous retrouvons là, ma mère, ma sœur et moi, dans une ville transformée en ville allemande avec d'innombrables soldats *Feldgrau*, des pancartes rédigées en allemand, au coin de toutes les grandes rues et sur toutes les places, avec des oriflammes à croix gammée flottant orgueilleusement sur toutes les maisons occupées par l'armée de l'envahisseur.

Nous sommes là tous les trois, un peu désemparés. Nous n'avons plus de nouvelles de mon père qui, à la fin du mois de juin, a été évacué avec les services de l'armée. Et nous n'avons quasiment plus d'argent.

Je reçois un jour la visite du fils de l'épicier chez lequel ma mère s'approvisionne. Il sait que je connais bien les filles du préfet de la Côte-d'Or qui ont milité avec moi dans un mouvement qu'avait créé Jean Daladier, le fils de l'ancien président du Conseil : la Jeunesse de l'Empire français. Il vient me demander s'il me serait possible d'obtenir du préfet des cartes d'identité pour des soldats britanniques qui cherchent à rejoindre l'Angleterre en passant par la zone libre.

Le préfet de la Côte-d'Or, Raoul Chevreux, avait, pour l'époque, une rare conscience de la situation. Lorsque je lui rendis visite, il me prévint immédiatement du danger qu'il y avait à se laisser séduire par les sirènes pétainistes. Il m'informait aussi de sa volonté de ne pas servir le régime, donc les Allemands. Peu de temps après, il devait d'ailleurs se retrouver en poste au Maroc. Il accueillait sans hésitation et sans trouble la demande que je lui fis de quelques fausses cartes d'identité mais, comme je lui parlai de la situation très précaire dans laquelle, en l'absence de mon père, je vivais avec ma famille, il me proposa, tandis que je m'inscrirai à la faculté de Droit et à la faculté de Lettres, de m'engager à la préfecture de la Côte-d'Or comme « rédacteur à titre provisoire ». Il résolvait ainsi d'un coup un double problème : il nous mettait à l'abri du besoin ; il me donnait accès aux cachets de la préfecture que je trouverai, désormais, jour après jour, dans un tiroir de mon bureau.

J'avais dix-sept ans et demi. Cependant, l'appétit de mon correspondant, le fils de l'épicier de ma mère, allait croissant. Désormais, il lui

fallait sans cesse de nouvelles cartes d'identité, fausses bien entendu. Pour les soldats anglais, pour les prisonniers évadés, bref, pour tous les hommes en âge de porter les armes. Il fallait aussi les doter de feuilles de démobilisation. Je pus très vite m'en procurer un énorme paquet que la débandade générale avait abandonné dans un local de l'armée. Pourtant, tandis que s'accroissaient les besoins, nous nous trouvions confrontés à un nouveau problème. Une chose était de doter de faux papiers tous ceux et celles qui cherchaient à fuir les Allemands, autre chose était de les mettre hors de leur portée, c'est-à-dire de les faire passer en zone libre. Une petite équipe s'était créée, qui comprenait, dès le mois de novembre, une bonne dizaine de personnes. Je devais apprendre très vite que son animateur était le chanoine Kir. Nous avions découvert quelques points de passage à travers la ligne de démarcation c'est-à-dire la frontière très sévèrement gardée qui séparait les deux France, la France occupée et la France dite libre. L'un se trouvait à Montchanin-le-Haut, l'autre près de Montceau-les-Mines, à l'étang du Plessis. Des hommes et des femmes courageux les faisaient franchir à ceux que nous leur envoyions.

Petit à petit, au fil des mois, d'autres équipes s'étaient créées, à Dijon ou dans les environs.

Leurs responsables avaient pris contact avec nous ; mais une trop grande centralisation devenait incommode et dangereuse. La bonne solution aurait été, naturellement, qu'elles disposassent de leurs propres équipements c'est-à-dire de cartes d'identité et de feuilles de mobilisation vierges et de jeux de faux cachets civils ou militaires. Pour les documents eux-mêmes, la solution était relativement aisée. Il n'en était pas de même pour les cachets. Comment, en effet, parvenir à les dérober alors qu'ils étaient précieusement protégés par chacun des fonctionnaires qui en disposaient. Je ne me souviens plus par quel hasard je pus prendre contact avec un graveur, M. Gruère, qui travaillait pour le compte d'un journal bourguignon. Toujours est-il qu'il accepta de fabriquer à mon usage – et sans doute au sien – tous les cachets dont je pus avoir besoin. De nombreuses équipes en furent alors dotées et le nombre des faux papiers en circulation connu, dès lors, une notable et inquiétante progression. Je m'étais posé, à cette occasion, un faux problème. En effet, les cachets qui sortaient de la gravure étaient nécessairement des cachets métalliques. Les cachets en usage dans l'administration française étaient des cachets en caoutchouc. La chance voulut que les services allemands utilisent, eux aussi, des cachets



métalliques et que, de ce fait, mes craintes ne soient pas fondées. Cependant, d'autres difficultés se présentaient que nous n'avions pas prévues. Par des résistants travaillant dans les mairies, nous avions appris que les services allemands se renseignaient sur la présence dans les registres d'état civil de telles personnes qu'ils avaient arrêtées et dont ils détenaient les papiers sur lesquels figurait un lieu de naissance. Il nous fallut donc rechercher les communes de France dans lesquelles les documents d'état civil avaient été détruits soit pendant la bataille, soit sous les bombardements alliés. J'imagine volontiers que telle petite commune ait vu s'enfler le nombre de ses ressortissants car, naturellement, nous n'étions pas les seuls à prendre de telles précautions.

De proche en proche mon activité résistante s'enrichissait et se diversifiait. Je me consacrais de plus en plus au Bureau des opérations aériennes et je me souviens avec émotion de ces courts moments qui nous réunissaient, Alain Grivelet, un lieutenant, un autre aviateur, le capitaine Bouvet de Maisonneuve et moi, chez le marquis de Chargère. C'était toujours en fin d'après-midi. Nous pénétrions vers 19 heures dans cet immense hôtel particulier solennel et lugubre ⁽¹⁾ où, en hiver, un froid glacial nous saisissait dès l'entrée. Nous y étions accueillis par l'un des deux domestiques africains du marquis de Chargère, précieux agents de renseignements, qui nous conduisaient jusque dans le bureau de leur patron, pièce minuscule où nous nous serrions autour d'un poêle chauffé à blanc pour écouter les messages de Londres. [...]»

*Extraits de l'article « Le faussaire »
par Jean Mattéoli In Les collections du
Nouvel Observateur n° 16, « La Résistance, ses
héros, ses histoires » 1993, pp. 48 et 49.*

(1) situé place Bossuet à Dijon



Jean Mattéoli et Geneviève de Gaulle-Anthonioz se recueillent devant la tombe du Soldat inconnu sous l'Arc de Triomphe, à l'occasion du cinquantième anniversaire du 8 mai 1945.

© Le Déporté photo Daniel Blondel.

Bassin du Nord et du Pas-de-Calais en 1948. Jean Mattéoli démarre une carrière dans cette entreprise dont il dirige le service des relations extérieures avant d'être secrétaire général du conseil d'administration de 1957 à 1968. Puis, en octobre 1968, sa large connaissance des problèmes économiques de cette région, amène le Gouvernement à le nommer commissaire à la conversion industrielle de la région Nord - Pas-de-Calais et en 1973, président des Charbonnages de France. Dans ces différents postes, Jean Mattéoli doit négocier en permanence avec les organisations syndicales notamment lors des délicates opérations de réduction des emplois et de reconversion professionnelle liées à la crise du charbon en France.

En 1979, il est appelé dans le Gouvernement par Raymond Barre pour y occuper le poste de ministre du Travail et de la Participation, portefeuille qu'il détient jusqu'à l'arrivée de François Mitterrand à la présidence de la République.

Devenu en 1983, adjoint au maire de Paris et conseiller régional d'Ile-de-France, il abandonne ces fonctions à la suite de son élection à la présidence du Conseil économique et social, en avril 1987. Il est réélu président de cette

JEAN MATTÉOLI, MON AMI, MON FRÈRE

Nous étions ensemble au camp de Royallieu, près de Compiègne, qui regroupait les détenus des prisons, lui venant de Dijon et moi du Fort du Hâ à Bordeaux.

On y retrouvait un parent, un ami, un camarade, eux aussi arrêtés par la *Gestapo*, la milice ou la police française.

Un beau jour, nous sommes partis à pieds vers la gare de Compiègne. Nous étions en juin 1944 à la veille du débarquement en Normandie et le temps était radieux.

Nous l'étions moins, entassés à plus d'une centaine dans des wagons à bestiaux, ces fameux wagons sur lesquels l'armée française avait inscrit au pochoir « quarante hommes ou huit chevaux en long ».

Ces voyages ont été souvent décrits. Je dirais seulement que le beau temps et donc la chaleur, nous faisaient souffrir de la soif. En arrivant près de Hambourg, à Neuengamme, trois jours plus tard, nous étions totalement déshydratés, hagards, à peine reconnaissables, la peau collée aux pommettes, les yeux enfoncés, la voix rauque et inaudible.

On nous a entassés dans un grand hangar où se trouvaient quelques robinets d'eau salivateurs. Je me rappelle avoir abusé du bidon gagné de bleu d'un ancien combattant de la première guerre qui était du voyage.

Nous nous sommes lavés, nous avons été rasés et désinfectés et affublés d'uniformes de cavaliers de l'armée polonaise, barrés dans le dos d'une grande croix de peinture orange. On nous a ensuite dirigés vers quelques baraques dites de quarantaine.

Un mois plus tard, notre convoi ayant été dispersé dans toutes les directions, nous nous sommes trouvés, Jean et moi, côte à côte dans un petit camp à Misburg près de Hanovre, à quelques centaines de mètres d'une raffinerie de pétrole.

Nous y avons passé neuf mois sous la lourde baguette d'un nommé Hermann, un jeune détenu de droit commun allemand, chef de notre baraque, qui a laissé des souvenirs impérissables sur le dos de certains d'entre nous.

Jean est devenu rapidement un spécialiste du nettoyage des grandes cuves de la raffinerie vidées de leur pétrole brut.

Le matin, avec quelques autres, il passait par le trou d'homme, se glissait à l'intérieur et grattait jusqu'au soir les dépôts d'asphalte restant sur les parois, pour les mettre dans des seaux et les sortir. La sentinelle et le contre-maître restaient dehors et ne pouvaient le voir, ce qui lui permettait de travailler à loisir. Cela aurait pu durer longtemps.

Malheureusement ou heureusement, les généraux commandant les flottes aériennes américaines et britanniques n'aimaient pas cette raffinerie, qui produisait de l'essence avion pour l'armée de l'air allemande.

Leurs bombardiers venaient régulièrement nous rendre visite, de jour comme de nuit, avec les conséquences que l'on peut imaginer.

Si bien qu'un matin, après le énième bombardement, Jean s'est trouvé entouré de cuves géantes complètement ratatinées, un peu comme du papier de soie, et plus rien à nettoyer.

Hermann aimait bien Jean qui était droit et digne et qui parlait un peu allemand.

Il l'a fait affecter à la buanderie, au blanchissage des uniformes des chefs, ce qui le mettait à l'abri des intempéries et lui permettait d'être beaucoup plus propre que moi.

Mars, avril 1945 sont arrivés et avec eux la certitude d'une libération prochaine. Avec tous les hommes valides, Jean est parti à pieds pour Bergen-Belsen, le plus grand dépotoir SS de la région. Une semaine plus tard, les troupes britanniques de la 2^e armée du général Dempsey sont entrées dans Bergen-Belsen et ont libéré les détenus encore vivants, au milieu des milliers de corps empilés partout comme des bûches.

Jean avait eu le temps d'attraper le typhus et moi la typhoïde ce qui ne nous a pas empêché de rentrer en France, chacun de notre côté et de nous rétablir, laissant derrière nous un grand nombre de nos camarades souvent aussi courageux, aussi déterminés que nous mais auxquels il a manqué quelque chose comme par exemple la chance.

Jean s'est marié et a commencé une brillante carrière et moi je suis parti loin, très loin, longtemps, très longtemps.

Nous nous sommes retrouvés des années plus tard avec Yvon Morandant, Bernard Morey et d'autres, au cercle républicain et ailleurs, à faire des déjeuners mémorables de plusieurs heures terminés avec des cigares de la Havane.

Nous ne nous sommes plus éloignés l'un de l'autre. Maintenant je reste seul. ●

Jean-Pierre Renouard.

assemblée jusqu'en septembre 1999 et en devient le président d'honneur à partir de cette date.

Étant reconnu par les partenaires sociaux comme un homme de dialogue, en décembre 1995, le Premier ministre Alain Juppé le nomme médiateur dans le conflit qui oppose les cheminots au Gouvernement.

En février 1997, ce même Premier ministre, lui confie la présidence de la mission d'étude sur la spoliation des biens des juifs de France.

Sa brillante carrière ne lui fait pas pour autant oublier ses camarades de Résistance et de Déportation. Adhérant très tôt à Fédération nationale des Déportés et Internés de la Résistance (FNDIR) dont il anime une section dans le Nord, il en devient le président en décembre 1987, succédant ainsi à son ami Roland Teyssandier, fonction qu'il exerce jusqu'en janvier 1993 pour en être le président d'honneur.

En effet, cette même année, toujours attaché à perpétuer la mémoire et les valeurs de la Résistance, il participe à la création de la Fondation de la Résistance dont il assume la présidence jusqu'en 2006. Il donne ainsi à la Fondation ses premières orientations et grâce à sa personnalité contribue à son rayonnement.

Membre du Conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur (depuis 1996) et membre du Haut Conseil de la Mémoire combattante (depuis 1997), Jean Mattéoli s'est éteint le 27 janvier dernier et a reçu les honneurs militaires dans l'Hôtel national des Invalides.

Grand'croix de la Légion d'honneur, commandeur des Palmes académiques, son action dans la Résistance lui a valu de nombreuses distinctions. Il s'est vu attribué entre autres : la croix de guerre 1939-1945 avec trois citations dont deux à l'ordre de l'armée, la médaille de la Résistance et diverses décorations étrangères. ●

Frantz Malassis

(1) témoignage de Jean Mattéoli paru dans le *Figaro* du 13 février 1995 et repris dans *Le Déporté* (bimestriel de l'UNADIF-FNDIR) n° 493 d'avril 1995 (pp.50-51) sous le titre « Bergen-Belsen ».

(2) article « Le retour » par Jean Mattéoli in *Voix et Visages* (bimestriel de l'ADIR) n° 244 de mars-avril 1995 (pp. 8-10)

Pour en savoir plus :

- Gilles Hennequin, *La Résistance en Côte-d'Or*, quatre tomes publiés à compte d'auteur (21270 Heuilly-sur-Saône) entre 1983 et 1997.
- Michel Pichard, *L'espoir des ténèbres. Parachutages sous l'Occupation. Histoire du BOA*, Paris, ERTI éditeur, 1990, 358 p.

Charles Pot, président de Libération-Nord est décédé en octobre dernier.
Nous lui rendrons hommage dans la prochaine édition de *La Lettre de la Fondation de la Résistance*.



© Le Déporté / photo Daniel Blondel.

JEAN MATTÉOLI, PRÉSIDENT DE LA FNDIR

Dès son élection, en remplacement de Roland Teyssandier, décédé, à la présidence de la FNDIR, par les conseils d'administration de l'UNADIF et de la FNDIR, réunis le 18 décembre 1987 à la salle de la Mutualité à Paris, Jean Mattéoli avait déclaré :

« Mes chers camarades,

Je ne sais pas si je dois vous remercier de m'avoir prévu à cette fonction car c'est vrai que j'ai beaucoup de choses à faire, que je suis déjà très débordé de travail et que je n'ai accepté la proposition qui m'était faite par d'excellents camarades qui sont ici que dans la mesure où pour moi il s'agit vraiment d'une œuvre collective à laquelle nous allons continuer de nous atteler tous ensemble, et que je compte beaucoup sur l'aide des uns et des autres de telle façon que cette nouvelle responsabilité, que je n'aurais jamais dû accepter si j'avais un doigt de raison, soit vraiment compatible avec mes possibilités de travail et avec ma santé » et il poursuivait : « Ce que je peux vous promettre, ça c'est sérieux, c'est d'être votre porte-parole auprès des Pouvoirs Publics, auprès du Gouvernement, pour faire avancer certaines démarches légitimes qui peuvent être les nôtres, soit concernant notre statut – mais l'essentiel est fait –, soit concernant la vie de nos associations, alors cela je vous promets vraiment de le faire. Pour le reste je pense encore une fois qu'il faut que nous nous organisions de telle manière et de façon tellement déconcentrée que, chacun ayant sa tâche à remplir, la remplisse comme s'il était lui-même le Président, sans avoir sans cesse à faire appel à moi car je ne pourrai pas répondre présent à tout instant ».

On ne peut mieux définir la manière, souple et efficace, dont Jean Mattéoli s'est voué au service des déportés, internés et familles.

Malgré ses autres obligations nombreuses et lourdes, Jean Mattéoli a assumé pleinement les fonctions de président de la FNDIR pendant six années en présidant, avec Jean Cuelle, les conseils d'administration et les congrès communs de l'UNADIF, dont il était statutairement vice-président, et de la FNDIR et en faisant bénéficier ces deux associations de l'étendue de son expérience. ●

François Perrot
Président de l'UNADIF

LES PREMIÈRES JOURNÉES ANNUELLES DE LA FONDATION

Pour la première fois le comité d'animation et de suivi s'est réuni en province à Saint-Marcel, haut lieu de la Résistance, lors des journées annuelles de la Fondation de la Résistance qui se sont déroulées les jeudi 27 et vendredi 28 septembre 2007.

JOURNÉE DU JEUDI 27 SEPTEMBRE 2007

En début de la matinée, s'est tenue l'assemblée du comité d'animation et de suivi à la salle polyvalente de Saint-Marcel, qui a été l'occasion de présenter les activités de la Fondation de la Résistance et d'engager une discussion avec les résistants et déportés de cette région (photos 1 et 2).

M. Henri Briand, maire de Saint-Marcel après avoir souhaité la bienvenue aux participants s'est réjoui d'accueillir la Fondation de la Résistance sur sa commune où se déroulèrent le 18 juin 1944 les combats qui eurent un énorme retentissement dans la Bretagne occupée. En effet pour la première fois, l'armée allemande y était tenue en échec par des combattants FFI et des parachutistes SAS.

Pour conserver la mémoire de ces événements, le Musée de la résistance bretonne a été construit sur les lieux mêmes des combats. Fréquenté par 30 000 visiteurs par an dont 8 000 scolaires, ce musée possède le label « musée de France ». Cependant, la Direction des musées de France a estimé que le syndicat intercommunal de Malestroit-Saint-Marcel était une structure juridique peu adaptée pour un musée de cette envergure. Aussi pour assurer sa pérennité une nouvelle structure regroupant plusieurs partenaires dont la communauté de communes, le Conseil général et l'État est en train de voir le jour.

Le docteur Pierre Morel, vice-président de la Fondation de la Résistance représentant le président Pierre Sudreau a souligné l'importance d'une des missions de la Fondation qui est d'accueillir les associations de résistants. Il a remercié l'équipe qui autour de M. Pierre Demalvilain⁽¹⁾ a contribué à la réussite de cette opération et notamment MM Vincent Nicol⁽²⁾, Marcel Trégaro, Louis Piard, et Alain Rollo.

M. Didier Laffeach, président du Comité d'animation et de suivi, a rappelé qu'il s'agissait de la quatrième assemblée générale semestrielle de ce comité mais que c'était la première fois qu'il se réunissait en dehors de Paris. De création récente, ce comité regroupe désormais 79 associations qui peuvent faire des propositions sur les orientations de la Fondation et, le cas échéant, constituer des relais de son action auprès de leurs membres ou grâce à eux et ainsi améliorer encore la connaissance de ce qui se passe sur le terrain et mieux répondre aux aspirations de la majorité des résistants.

M. Pierre Demalvilain (photo 3) a décrit les conditions de réalisation de ces premières journées et le choix de Saint-Marcel « haut lieu de la résistance bretonne où l'on peut dire que la France libre, les FTP et les FFI ont mêlé leur sang pour notre libération » puis il a évoqué le travail pédagogique qu'il mène avec les élèves de

son département en liaison étroite avec le Musée de Saint-Marcel.

M^{me} Dominique Delpeuch, représentant le préfet Rémi Enfrun, directeur général de l'ONAC a présenté les actions communes engagées depuis plusieurs années avec la Fondation de la Résistance et ses deux associations affiliées MER et l'AERI. Elle a développé les grands axes de la convention, officialisant ce partenariat, qui aurait dû être signée à l'occasion de ces journées annuelles mais qui le sera finalement au mois d'octobre (cf. encadré « Un partenariat renouvelé avec l'ONAC » p. 2). L'aide financière apportée par l'ONAC grâce à M. Guy Collet, son ancien directeur général présent dans la salle, a été chaleureusement saluée.

M. Georges Caïtucoli, vice-président et secrétaire général de la Fondation de la France libre a retracé l'histoire de la France libre et plus particulièrement le combat commun des parachutistes FFL et de la résistance bretonne à Saint-Marcel estimant que c'est « un terrain exceptionnel de rencontre entre ceux qui avaient un uniforme et ceux qui n'en avaient pas ».

Le préfet Victor Convert, directeur général de la Fondation de la Résistance, a détaillé les missions de la Fondation et de ses associations affiliées que sont MER et l'AERI à savoir : la conservation de la Mémoire de la Résistance, la transmission de ses valeurs et l'accueil des associations de résistants.

M. Joseph Legal, conseiller général du Morbihan a assuré au Musée de Saint-Marcel le soutien du Conseil général tout en appelant de ses vœux la mise en place d'une structure de gestion nouvelle pour poursuivre son œuvre de façon pérenne. Il a annoncé qu'une réunion sur l'avenir du musée avait eu lieu avec le préfet du Morbihan.

M. Yves Husson, secrétaire général de la préfecture du Morbihan représentant le préfet répondant au propos de Joseph Legal a annoncé que l'affectation d'un professionnel du Conseil général

comme conservateur du Musée de Saint-Marcel pourrait être décidée prochainement et que cette nomination permettrait au musée de conserver son label « Musée de France », tout en lui ouvrant la possibilité de bénéficier de subventions de la DRAC tant pour l'investissement que pour le fonctionnement.

En fin de matinée, tous les participants à cette réunion rejoints par des délégations d'associations de résistants et de déportés des autres départements bretons étaient invités à une cérémonie officielle au monument commémoratif du maquis et des parachutistes de la Nouëtte (commune de Serent) en présence de diverses personnalités (photos 4 et 5).

Après un apéritif d'honneur et un repas au restaurant « Le Relais du Maquis » à Saint-Marcel, l'après-midi fut consacré à la visite commentée du Musée de la résistance bretonne à Saint-Marcel en présence d'historiens dont le professeur Pierre Oillo et de témoins (cf. encadré).

Frantz Malassis

(1) président régional Fédération des Réseaux de la France Combattante (22, 29, 35, 44, 56), vice-président national du Comité d'Action de la Résistance, président des Médailles de la Résistance d'Ille-et-Vilaine, délégué départemental (22) de la Fondation de la Résistance
(2), président délégué régional Fédération des Réseaux de la France Combattante du Morbihan, vice-président de l'association nationale des Médailles Résistance du Morbihan.



1



2



3



4



5

ON DE LA RÉSISTANCE À SAINT-MARCEL (MORBIHAN)

MATINÉE DU 28 SEPTEMBRE 2007 : LES LIEUX DE MÉMOIRE DES PARACHUTISTES SAS DE LA FRANCE LIBRE AUTOUR DE PLUMELEC

Cette matinée allait être l'occasion d'un hommage aux parachutistes SAS de la France Libre, lors d'un périple en car assorti de multiples étapes, commentées par **Georges Caïtucoli**, vice-président et secrétaire général de la Fondation de la France libre et ancien président national des parachutistes français libres du *Special Air Service* (photo 6).



À **Elven**, au croisement de deux routes, une simple stèle évoque la mission Savannah, date importante dans l'histoire de la France libre : il s'agit de la première mission « Action » parachutée en France dans la nuit du 14 au 15 mars 1941. Ce commando de parachutistes français devait attaquer un car transportant journellement des aviateurs allemands basés à l'aérodrome de Meucon, près de Vannes. Il dut renoncer à sa mission, les renseignements dont il disposait étant périmés.

Au lieu-dit **Le Haliguen**, en plein champ, une stèle (photo 7) commémore le premier tué de

l'opération Overlord, le 6 juin 1944 : le caporal SAS Émile Bouëtard, membre du détachement de SAS commandé par le capitaine Marienne, qui venait d'être parachuté avec ses neuf camarades vers une heure du matin, comme échelon précurseur du 2^e Régiment de Parachutistes SAS. Dans les jours suivants, Marienne allait organiser le maquis de Saint-Marcel.

À **Tredion**, une plaque évoque la mort du lieutenant Tisné, tué le 13 juillet 1944, durant la période où, après la dispersion du maquis de Saint-Marcel, les SAS se déplacent incessamment.

À **Plumelec**, à proximité du monument aux morts (photo 8) se trouvent les tombes de deux grandes figures des SAS : celle du colonel Bourgoin, commandant du 2^e Régiment de Chasseurs Parachutistes SAS, parachuté avec tous ses hommes en Bretagne dans les jours suivant le Débarquement, compagnon de la Libération, et qui fut inhumé en 1970, à sa demande, auprès de ses soldats tués au combat ; et celle du capitaine Marienne, le héros du combat de Saint-Marcel, tué en juillet 1944 à Kerihuel (voir ci-dessous). Après s'être recueillis et avoir déposé une gerbe devant le monument aux morts, les participants se sont rendus au **Moulin de la Grée**, en lisière de Plumelec, pour rendre hommage aux parachutistes SAS devant le mémorial qui leur est dédié.



Photos Frantz Malassis.

Puis, ce fut une étape à la ferme de **Kerihuel**, rendue particulièrement émouvante par les explications de M. Pierre Oillo et le témoignage de MM Joseph Jégo et Sitol. En ce lieu, le capitaine Marienne, 6 autres SAS, 8 FFI et trois fermiers, découverts par les Allemands le 12 juillet 1944, ont été massacrés, tués à terre ou fusillés.

La matinée s'est achevée par une cérémonie avec piquet d'honneur du 3^e RIMA à la caserne du colonel Bourgoin, au camp de Meucon. ●

Bruno Leroux

Ces premières journées ont été une franche réussite et la Fondation de la Résistance tient encore à remercier Pierre Demalvilain et toute son équipe qui les a organisées dans un délai aussi court.

LA VISITE DU MUSÉE DE LA RÉSISTANCE BRETONNE, À SAINT-MARCEL

L'après-midi du 27 septembre était consacré à une visite du Musée de la Résistance bretonne. D'abord créé dans une salle de la mairie de Saint-Marcel en 1979, le musée s'est installé en 1984 dans un parc boisé de 6 hectares, et s'est augmenté en 1994 de nouvelles salles consacrées aux parachutistes SAS de la France libre.

Ce musée à vocation régionale dispose de 1500 m² d'exposition permanente, avec des collections d'une grande richesse et des atouts remarquables en terme de discours historique et d'invitativité muséographique.

La collection du musée frappe d'abord par la multitude d'objets ou documents (tracts, papillons) spécifiques à la Bretagne ou utilisés dans la région, lui permettant ainsi de s'ancrer fortement dans la réalité locale sans avoir à s'appuyer sur des « objets-types ».

Par ailleurs, il reflète la précocité et de la qualité de l'historiographie scientifique sur

« les années noires » en Bretagne. De ce fait, le parcours historique replace constamment la résistance bretonne dans le contexte général du poids de l'occupation et de Vichy en Bretagne, de la vie quotidienne de ses habitants et du comportement des Bretons face à cette situation.

Cette prédominance d'un discours scientifique et dépassionné est assumée muséographiquement : à côté de textes synthétiques, des tableaux statistiques sont présentés à intervalles réguliers de façon originale, sous forme de petites maquettes.

L'usage de la maquette est d'ailleurs un des choix muséographiques forts du musée, qu'il s'agisse par exemple de faire comprendre la topographie des lieux du combat de Saint-Marcel ou les techniques allemandes de repérage des opérateurs radio par goniométrie. L'audiovisuel est présent de façon discrète mais efficace, par



un film introductif présenté sur grand écran dans une salle séparée. Au total, cette muséographie est moins soucieuse d'être « moderne » que d'utiliser une variété de méthodes pour mettre en valeur les objets eux-mêmes. ●

Bruno Leroux

Mémoire et Espoirs de la Résistance (MER)

PRÉSENTATION DU THÈME DU CNRD À LA SORBONNE.



Mardi 18 décembre 2007, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, cinq témoins et trois historiens ont brillamment présenté le thème de l'aide aux personnes persécutées et pourchassées en France pendant la Seconde Guerre mondiale devant près de 800 collégiens et lycéens participant au Concours national de la Résistance et de la Déportation.

Photos Marc Fineltin

Plus d'une vingtaine de classes des lycées et collèges de Paris et de la région parisienne assistaient le 18 décembre 2007, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, à la présentation du thème du CNRD 2007-2008 : « L'aide aux personnes persécutées et pourchassées en France pendant la Seconde Guerre mondiale : une forme de résistance ». **M^{me} Joëlle Dusseau**, inspectrice générale d'Histoire-Géographie, présidait et animait cet après midi pédagogique, entourée de **M^{mes} Rachel Jaëglé, Odile de Vasselot, Frida Wattenberg** et de **MM. Angilbert de Franssu et Jean-Raphaël Hirsch** « témoins et acteurs de cette forme de Résistance » et des professeurs **Laurent Douzou et Philippe Joutard**.

La première séquence de la réunion a été consacrée à l'aide apportée aux prisonniers de guerre évadés, aux aviateurs alliés abattus au-dessus des pays occupés et aux résistants parachutés en France. Dans un premier temps **Odile de Vasselot** évoque son rôle dans le réseau d'évasion « Comète », fondée pour venir en aide aux aviateurs alliés : elle décrit, anecdotes à l'appui, toute l'aide qu'il fallait apporter à ces hommes en leur fournissant vêtements civils, « vrais faux papiers », tickets d'alimentation aux familles qui les hébergeaient, enfin comment elle les convoyait durant un long et dangereux voyage à travers la France occupée jusqu'aux Pyrénées qu'ils franchiront à pieds pour rejoindre, en traversant l'Espagne, la base anglaise de Gibraltar.

Puis **Angilbert de Franssu**, jeune exploitant agricole de 18 ans en 1940, évoque les premiers actes de résistance de son petit village situé en Picardie où la guerre avait sévi. Cette bourgade, occupée par les Allemands, devient très vite un « repaire de résistants français, anglais et écossais » qui se cachent pour échapper aux représailles et à la captivité. Dans ce bourg, au fur et à mesure de leur arrivée, « tous ces pourchassés » vont trouver des maisons et des granges bien accueillantes.

Pour **Philippe Joutard**, ces témoignages montrent combien, dans la France et en particulier dans les campagnes, la Résistance fut précoce et comment très vite des chaînes de solidarité se mettent en place pour sauver tous ces « évadés ». Un peu plus tard nombreux, seront les femmes et les hommes qui, ayant caché des prisonniers, des aviateurs, des résistants, des familles juives, passeront à une forme de résistance plus active, plus dangereuse : celle de la résistance armée.

La deuxième séquence de cette réunion a été consacrée à l'aide apportée aux familles juives poursuivies et aux enfants juifs cachés, avec les témoignages de **M^{mes} Rachel Jaëglé et Frida Wattenberg**, ainsi que celui de **M. Jean-Raphaël Hirsch**. **Rachel Jaëglé** a 6 ans quand en mai 1941 la police française arrête ses parents dans leur petite maison de la rue de Belleville dans le 20^e arrondissement de Paris. Sa mère aura juste le temps, grâce à la complicité d'un

policier « pas comme les autres », de la confier avec sa sœur à un voisin, avant qu'elle ne parte avec son époux pour Auschwitz dans le convoi n° 5 de juin 1942 d'où son père n'est pas revenu. Avec beaucoup d'émotion elle évoque sa longue déshérence « d'enfant caché », de maison d'enfants en nourrices pour enfin être recueillie dans un petit village de Charente-Maritime où une « chaîne de solidarité extraordinaire » la cachera avec sa sœur jusqu'à la Libération.

C'est en novembre 1940 au lycée Victor Hugo à Paris que **Frida Wattenberg** adhère à l'équipe gaulliste qui vient d'être créée et où « son travail consistait surtout à mettre des tracts dans les poches des vêtements accrochés dans les couloirs ».

Fin 1941 elle contacte l'organisation juive, l'Organisation de Secours aux Enfants (OSE), où elle participe à secourir toutes les familles poursuivies par la haine raciale de l'occupant. À Grenoble, elle rejoint les rangs de la Résistance juive, où elle recherche dans les villages de la région des familles volontaires pour abriter des personnes en danger, volontaires qui « n'étaient pas des héros, mais simplement des êtres humains qui au péril de leur vie aidaient tous les pourchassés ». Jusqu'à la Libération elle participera aux filières d'évasion de résistants vers la Suisse. **Jean-Raphaël Hirsch** avait 10 ans, en 1943,

UN SITE RAJEUNI : memoresist.org

Tous les animateurs de MER ont participé à la mise au goût du jour de cet instrument vivant de la Mémoire. Grâce au plan du site visible en permanence la navigation est aisée.

Les vedettes en sont toujours les rubriques des travaux universitaires et « Ne les oublions pas » celle-ci essayant de recenser le plus possible de résistants connus ou moins connus.

Les administrateurs de MER ont leur portrait et quelques mots de description. Les principaux lieux de Mémoire sont disposés

sur une carte de France comme les délégués départementaux avec leurs coordonnées de communication.

La galerie photos des grandes opérations de MER est toujours présente.

Une nouvelle rubrique donne quelques détails sur les 15 DVD édités par MER ainsi qu'un extrait d'environ une minute de chacun des 80 intervenants, sans oublier les comptes-rendus de lecture de « Nous avons lu pour vous ».

Reste la rubrique « Ressource » dont la sous-rubrique vedette « Manifestations » présente le calendrier des manifestations de MER et de ses actions conjointes avec le Musée Jean Moulin-Mémorial Maréchal Leclerc de Hautecloque. Un compte-rendu de ces événements est accessible sur cette même page depuis le lien « Archives des manifestations ».

En janvier dernier le nombre de visiteurs uniques a augmenté de 41 % et le nombre de pages visitées de 33 % ; en augmentation régulière depuis la rénovation du site début juillet 2007. ●

Marc Fineltin

quand agent de liaison, dans le Sud-ouest de la France, il aide des jeunes filles et garçons juifs de 16 à 25 ans, souvent d'origine allemande, qui avaient fui l'Allemagne et qui se cachaient dans les forêts du Tarn-et-Garonne où son père avait organisé « des planques » afin de les soustraire aux poursuites nazies. À partir de 1943, de nombreux réfractaires au STO et des résistants en mission rejoindront ces caches. Au cours de ces années de malheur, le jeune résistant **Hirsch** connaîtra l'angoisse et la faim et aussi la solidarité, même celle de quelques gendarmes ! Ses parents dénoncés sont arrêtés le 18 octobre 1943 : seul son père est revenu de déportation. Il gagnera ensuite le maquis de Vabres sous la direction du capitaine Castor Gamzon, gardant à tout jamais une reconnaissance éperdue à l'égard de tous « les Justes » qui l'aidèrent.

Tout au long de cette journée, une émotion intacte s'est dégagée des paroles prononcées par les témoins, paroles irremplaçables « *car il est des choses que seuls les témoins peuvent dire* ».

Bel après-midi de témoignages qui a montré que très tôt, suivant **Laurent Douzou** « *il y avait des gens qui courageusement avaient fait front par des gestes de solidarité à l'égard de personnes pourchassées [...], qu'au fur et à mesure que la période passe [...] l'opinion bascule petit à petit en mettant à l'honneur des notions très fortes qui sont les notions de complicité, de solidarité, de connivence* ». ●

Jean Novosseloff
Secrétaire général de MER

L'intégralité des textes de ces témoignages figure sur le site de MER : www.memoresist.org

COLLOQUE SUR LA RÉSISTANCE FAMILIALE ET QUOTIDIENNE

Jeudi 21 février, à l'occasion de la journée internationale des femmes et sous le parrainage du maire de Paris, le Mémorial du maréchal Leclerc de Hauteclouque et de la Libération de Paris-Musée Jean Moulin organisait avec Mémoire et Espoirs de la Résistance, le Musée de l'Ordre de la Libération et le Musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne, un colloque sur le thème de la « Résistance familiale et quotidienne ».

Tout au long de la journée, six témoins et cinq historiens au travers de leur témoignage, de leur parcours et de leur récit ont démontré comment, après le traumatisme de la défaite de 1940, les premiers actes de Résistance furent précoces tant dans les villes que dans les campagnes. Cette première Résistance qui n'avait pas d'arme – sauf celle de l'esprit et de la volonté – impliquait une société qui était celle de la famille dans sa quotidienneté ; d'où le rôle joué par les femmes et les jeunes qui fut primordiale.

C'est à partir de ce noyau familial, comme l'ont décrit les témoins présents – **Rachel Jaëgle**, enfant caché, **Michèle Agniel** du réseau d'évasion Bourgogne, **André Fournier**, jeune carabin, **Angilbert de Fransu**, jeune exploitant



Photos Marc Fineltin

agricole, **Robert Pelletier**, résistant lycéen, **Raymond Aubrac**, le symbole même du résistant, **Christine Levisse-Touzé** rapportant le visage inconnu d'une famille de gardien de l'Hôtel des Invalides, **Frédérique Neau-Duffour** racontant Geneviève de Gaulle, **Joëlle Boyer** évoquant le réseau Marcel, **Marie-Claire Dumas** pour qui le poète Robert Desnos voulait vivre libre « *parmi les personnes masquées* », et **Jean-Pierre Levert** ⁽¹⁾ faisant revivre la Résistance au quotidien des parents et élèves d'un lycée de Paris pendant l'occupation – que sont venues se greffer des complicités de tous ordres et que sont nées en grande partie les chaînes de solidarité qui tout au long de l'occupation sauveront les pourchassés par l'occupant. Un très grand merci pour ce colloque d'une haute tenue, à **M^{me} Odette Christienne**, adjointe chargée du Monde Combattant à la Mairie de Paris, qui avait ouvert ce colloque, et à tous les organisateurs de cette belle et pédagogique journée. ●

Jean Novosseloff

(1) Au cours de son exposé Jean-Pierre Levert a montré des originaux de dessins fait entre 1942 et 1944 par des élèves de l'école de la rue Miollis (Paris 15^e). Merveilleux et touchants dessins qui retracent les années d'occupation : les privations, les uniformes vert de gris, la Libération... Des photos de ces dessins sont sur le site de MER.

Prochainement le texte des interventions des participants figurera sur le site de MER : www.memoresist.org



Photos Marc Fineltin

Un des dessins des élèves de la rue Miollis à Paris qui témoigne de la vie quotidienne des Français sous l'Occupation. Le ravitaillement et son corollaire les files d'attente des ménagères est un thème récurrent dans ces productions.

Calendrier des prochaines manifestations de MER

► Jeudi 10 avril après-midi :

Récital de la Poésie aux Invalides (salle de Galbert).

► Mercredi 23 avril en fin d'après-midi :

À Paris, rencontre franco-britannique avec dépôt de gerbes aux pieds des statues du général de Gaulle et de Sir Winston Churchill.

► Jeudi 15 mai à 17 h :

Dans les jardins du Luxembourg (Paris), cérémonie à la mémoire des étudiants fusillés.

► Vendredi 23 mai au matin :

À l'occasion du 65^e anniversaire du CNR, à l'Assemblée nationale salle Colbert colloque sur le thème : « Résistance et Renaissance » avec des historiens et des résistants.

► Lundi 23 juin :

À Paris, Assemblée générale de MER et conférence de M. Yves Guéna, président de la Fondation de la France Libre, sur le général de Gaulle.

Adhésion :

Si vous voulez donner un avenir au devoir de mémoire, adhérez à « Mémoire et Espoirs de la Résistance » ! Cotisation 30 € (incluant l'abonnement à « Résistance et Avenir », déductible de l'impôt sur le revenu.

- Chèque à libeller à « Mémoire et Espoirs de la Résistance », Place Marie-Madeleine Fourcade, 16-18 place Duplex, 75015 Paris
- Tél./Fax : 01 45 66 92 32
- Courriel : memoresist@m-e-r.org
- site internet : www.memoresist.org

COLLECTE DE TÉMOIGNAGES

Au cours de la réunion des délégués régionaux et départementaux du samedi 26 janvier dernier a été abordée la collecte de témoignages auprès de résistants – en particuliers ruraux. Dans ce but MER a signé avec l'ONAC à Paris deux conventions au terme desquelles ses services départementaux vont nous apporter toute l'aide nécessaire pour l'enregistrement audio-vidéo de ces témoignages inédits qui par la suite donneront lieu à l'édition de DVD.

SORTIE DU DVD PARCOURS DE RÉSISTANTS N° 15

La Résistance familiale et rurale : 5 témoignages – durée 105 mm. Témoignages de : **Cécile Rol Tanguy**, épouse du colonel Rol Tanguy, de **Jean-Raphaël Hirsch**, agent de liaison à 9 ans dans plusieurs maquis du sud de la France, **Claude du Granrut**, fille de Robert et Germaine Renty du réseau « Alliance » et dont le père est mort en déportation, **Maurice Lombard**, chef du maquis « Laurent » en Côte-d'Or et **Guy Chevalier**, instituteur en Côte-d'Or, membres actifs dans les maquis de Bourgogne.

Association pour des Études sur la Résistance

LA RÉSISTANCE DANS LE CHER

Le CD-Rom *La Résistance dans le Cher*, collection « Histoire en mémoire – 1939-1945 » de l'AERI va paraître en avril prochain.

Contacté par Serge Ravanel au nom de l'AERI, le 24 janvier 2001, Maurice Renaudat, secrétaire de l'Association des Amis du Musée de la Résistance et de la Déportation de Bourges et du Cher (musée associatif), rassemble, avec Jean-Claude Bonnin, enseignant retraité, une équipe d'une douzaine de membres intéressés par la conception du CD-Rom *La Résistance dans le Cher*. Cette équipe se compose de résistants, de déportés, d'enfants de résistants, d'enseignants en activité ou en retraite, de l'assistante-mémoire du service départemental de l'ONAC. Elle est épaulée par des enseignants ayant réalisé des recherches sur la période, par le spécialiste informatique du CDDP et par l'ancien directeur des Archives départementales. La réalisation du projet bénéficie de l'aide financière du conseil général du Cher et de celle de la ville de Bourges.

Le travail de recherche des sources : archives, travaux universitaires, ouvrages publiés, témoignages, est grandement facilité par celui effectué précédemment par des membres de l'Association des Amis du Musée de la Résistance et de la Déportation de Bourges et du Cher lors de la création du musée et de l'écriture du livre *La Résistance dans le Cher : 1940-1944* coédité par le Musée et le CDDP. Des recherches complémentaires se révèlent nécessaires sur les opérations aériennes, le rôle des résistants dans l'après-Libération, le retour des absents. Elles s'effectuent par l'étude de documents et publications, d'archives publiques et privées y compris britanniques et américaines. La rédaction de certaines biographies se fait en coopération avec les enfants de résistants et déportés disparus ce qui permet d'accéder à des archives personnelles.

La ligne de démarcation : un élément structurant la Résistance dans le Cher

Le CD-Rom montre les spécificités de la Résistance dans le Cher. La coupure du département en deux par la ligne de démarcation sur 120 km est la première caractéristique. Cette situation est présentée, documents à l'appui. Elle va susciter les premières actions de la Résistance locale, souvent spontanées. Les passeurs, membres ou non d'un réseau ou d'un mouvement, sont particulièrement nombreux et d'origines sociales diverses. L'existence de cette véritable frontière de l'été 1940 à mars 1943 conduit à la formation de mouvements de Résistance différents dans les parties nord et sud du département. Ces groupes de résistants s'ignorent, et même après l'ouverture de la ligne,

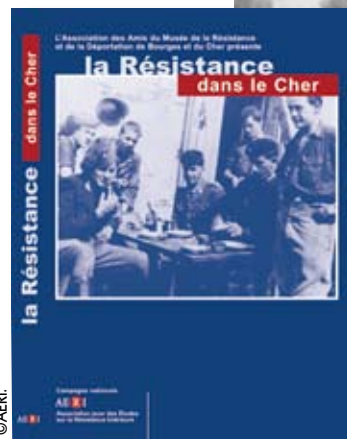
cette division perdue ; elle se retrouve même dans l'organisation de la lutte armée pendant l'été 1944.

Une deuxième caractéristique de l'histoire du département du Cher va jouer un rôle : l'implantation locale du PCF. Celle-ci est très solide dans les bastions ouvriers de Bourges, Vierzon, La Guerche-sur-l'Aubois et également importante en milieu rural.

Dès l'été 1940, le PCF, interdit depuis le début de la guerre, diffuse sa presse clandestine. Le Front national issu de la volonté des militants communistes est la seule organisation de Résistance à exister, à partir de l'été 1941, dans les deux zones. Les FTPF, leur bras armé, seront les premiers résistants à entrer dans la lutte armée. La présence de nombreux militants ouvriers, souvent issus de l'ex CGTU, adhérents au FN, permet l'organisation de grèves et de sabotages dans les usines travaillant pour l'occupant : usine d'aviation de la SNCAC, usines d'armement de Bourges, Vierzon, La Guerche-sur-l'Aubois, Saint-Satur.

Une Résistance plurielle et diversifiée dans ses actions

La Résistance dans le Cher se caractérise également par sa diversité. Outre le FN et les FTPF plusieurs grands mouvements s'y implantent : Libération-Nord, Vengeance en zone Nord, Libération-Sud, Combat en zone Sud, l'ORA constituée à partir de l'armée d'armistice dissoute en novembre 1942. Ces divers mouvements, chacun d'entre eux privilégiant des types d'intervention différents : renseignement, aide aux réfractaires au STO, noyautage des administrations, constitution de corps-francs, contre propagande, agissent sans coordination et subissent, à partir de l'été 1943, une féroce répression, la *Gestapo* installée à Bourges utilisant des agents français dont certains réussissent à infiltrer la Résistance. Finalement, en application de la politique du CNR et du GPRF, un Comité départemental de Libération, rassemblant les représentants des différentes tendances de la résistance locale va se constituer en mai 1944. Sa présidence est confiée au sénateur Marcel Plaisant, seul parlementaire du Cher à avoir refusé de voter les pleins pouvoirs au maréchal Pétain le 10 juillet 1940 à Vichy.



Le débarquement du 6 juin 1944 donne le signal à une intensification des actions de la Résistance. La ville de Saint-Amand-Montrond est investie par des FTPF et des membres de Combat ; la Milice, solidement implantée localement, est obligée de se rendre. Après avoir recruté des volontaires, devant une menace d'intervention de la *Wehrmacht*, les résistants quittent Saint-Amand-Montrond et rejoignent la Creuse où le terrain est plus favorable à la guerre de partisans. La ville de Saint-Amand-Montrond est occupée par une unité d'élite allemande, laquelle, aidée par des miliciens, se livre à des représailles.

Au cours de l'été 1944, les unités combattantes de la résistance locale considérablement renforcées par l'engagement de jeunes volontaires : FFI du Cher-Nord, FFI du Cher-Sud (dont la force principale est le 1^{er} RI reconstitué clandestinement), FTPF passent à l'offensive et mènent des actions de *guérilla* contre les colonnes allemandes traversant le Cher d'ouest en est et du sud-ouest vers le nord-est et cherchant ainsi à rejoindre l'Allemagne. La dernière de ces colonnes, commandée par le général Botho Elster accepte de négocier et signe sa reddition le 10 septembre à Issoudun (Indre) au général américain Macon en présence d'officiers français. Le 11 septembre 1944, il est obligé de signer une confirmation des conditions de sa reddition à Arçay, dans le Cher, devant les chefs de la résistance locale. Le département du Cher est ainsi totalement libéré le 13 septembre 1944. ●

nce Intérieure (AERI)



Groupe Daniel (FTP du Sancerrois).

Musée de la Résistance et de la Déportation de Bourges et du Cher. DR.

Actualités de l'AERI

- Parutions de CD-Roms ou DVD-Roms dans la collection « Histoire en Mémoire – 1939-1945 » : la Résistance dans le **Doubs** vient de paraître. La **Haute-Garonne** et les **Landes**, deux projets en cours de relecture.
- **L'action sur les valeurs et la citoyenneté** dans les établissements scolaires se poursuit et se diversifie : cette année, une intervention est en cours dans un IME (institut pour jeunes adultes handicapés) à Saint-Herblain (Loire-Atlantique).
- **Le site de préfiguration du musée de la Résistance en ligne** a été présenté le 12 mars dans les locaux de la Fondation de la Résistance en présence de nombreux partenaires.

Renseignements

Pour toute information, contacter l'AERI (association loi 1901 d'intérêt général) Association pour des Études sur la Résistance Intérieure, affiliée à la Fondation de la Résistance

- Siège social et bureaux : 16-18 place Duplex 75015 Paris
- Tél. : 01 45 66 62 72
- Fax : 01 45 67 64 24
- Courriel : contact@aeri-resistance.com
- Site internet : www.aeri-resistance.com

HOMMAGE À PIERRE SÉAILLES

Pierre Séailles est né le 14 avril 1919. Il ne peut accepter de voir son pays envahi par l'ennemi. Après maintes péripéties, il est maintenu dans l'armée d'armistice jusqu'à l'automne 1941 où il parvient à se faire réformer.

Début janvier 1942, il tente de passer la ligne de démarcation. Arrêté par les gendarmes à Montrésor, il est conduit en détention à Périgueux où il fait connaissance d'officiers du SOE ⁽¹⁾, en particulier de Michaël Trotobas. Libéré le 21 janvier 1943, Pierre Séailles reçoit un message de sa sœur Simone (devenue agent de liaison SOE) l'informant qu'un « Michel » l'attend d'urgence. Pierre Séailles rejoint alors Michaël Trotobas, désormais appelé capitaine Michel, chef du réseau « Sylvestre-Farmer » (réseau SOE Buckmaster du Nord – Pas-de-Calais).

Début mai, Pierre Séailles devient l'homme de confiance et l'adjoint du capitaine Michel. Après sa disparition tragique, le 27 novembre, Pierre prend en main l'organisation et assume sur place la responsabilité du réseau.

Bien que le Nord ne soit pas propice à ce type d'actions, Séailles planifie des opérations de *guérilla* à grande échelle. Mais il prépare surtout le seul sabotage de ce type réalisé en France : l'arrachage des voies ferrées à l'aide d'un soc fixé à l'avant de la locomotive, dans la nuit du 26 au 27 août, sur trois sites différents.

Pierre Séailles conduit le réseau jusqu'à la Libération : sous son commandement, les groupes font 1 500 prisonniers, détruisent ou prennent plusieurs centaines de véhicules et une grande quantité d'armes et de matériel.

En janvier 1945, Pierre Bertaux, commissaire de la République à Toulouse, que Pierre Séailles a connu en prison, l'appelle auprès de lui.

En ce début d'année, Philippe de Vomécourt ⁽²⁾ et Pierre Séailles souhaitent regrouper les membres des réseaux franco-britanniques de la section F du SOE. En avril, le domicile de Séailles, à Paris, accueille une quinzaine d'anciens responsables pour une première réunion, à l'issue de laquelle naît la Fédération Libre Résistance.

Pierre Séailles était chevalier de la Légion d'honneur, titulaire de la croix de guerre 1939-1945, de la médaille de la Résistance avec rosette. Nommé officier Léopold II, il était également titulaire de la croix de guerre belge et de la *Distinguished Service Order* (GB).

(1) *Special Operations Executive*. Service anglais créé en juillet 1940.

(2) Chef du réseau SOE « Ventriloquist » (secteur Orléans-Blois).



Pierre Séailles en 1944.

Coll. Brigitte Séailles.

VIENT DE PARAÎTRE

La présence de ces titres dans «vient de paraître» ne saurait constituer un conseil de lecture mais a pour but de tenir informés les abonnés de «La Lettre», des derniers ouvrages que nous avons reçus au cours du trimestre.

Témoignages sur la Résistance et la Déportation. Autour de Jacqueline Péry d'Alincourt.

François Berriot.
L'Harmattan, 310 p., 30.50 €.

Guy Môquet, «j'aurais voulu vivre».

Nancy Bosson.
Préface d'Odette Nilès.
Éditions Libra diffusio
(02 43 75 25 00), 114 p., 16 €.

L'Assemblée consultative provisoire (1943-1945). Le sursaut républicain.

Emmanuel Choissnel.
Préface de Francis Raoul, préfet honoraire.
L'Harmattan, 418 p., 33 €.

Chronique d'un pilote ordinaire. Qui avons-nous sauvé? Qui avons-nous tué?

Paul-Henry Chombart de Lauwe.
Préface de Marie-José Chombart de Lauwe. Éditions du Félin
(01 44 64 11 50), collection Résistance Liberté-Mémoire, 220 p., 19.90 €.

Carnets de guerre (1939-1945).

Pierre de Gaulle.
Textes présentés par Véronique Gamblin-de Gaulle.
Declée de Brouwer (01 58 51 10 20), 228 p., 18 €.
Dans ses *Carnets de Guerre* Pierre de Gaulle (1897-1959), frère du Général, relate sa Campagne de France, sa démobilisation en juillet 1940 et son arrestation par la Gestapo en mars 1943 pour activités de Résistance. Emprisonné à

Fresnes il est déporté au camp de représailles d'Eisenberg d'où il est libéré le 8 mai 1945.

Journal de déportation de Roland Hass suivi de Réseau Plutus (historique, activités, témoignages) de Georges Laüt et Roland Hass.

Compte d'auteur, 183 p.

Frontstalag 122. Compiègne-Royallieu. Un camp d'internement allemand dans l'Oise 1941-1944.

Beate Husser, Jean-Pierre Besse et Françoise Leclère-Rosenzweig.
Préface de Denis Peschanski, directeur de recherche au CNRS.
Archives départementales de l'Oise, 200 p., 15 €.

Face à la Gestapo. Travailleurs chrétiens et prêtres du STO. Berlin 1943-1945.

Wolfgang Knauff.
Préface du cardinal Lustiger.
Le Cherche Midi, 296 p., 17 €.

Zidou l'gouddam! (en avant!). Tunisie, Italie, France, Allemagne, Autriche: les cahiers d'un soldat de l'armée d'Afrique.

Jérôme Leygat.
Éditions Cheminements
(02 41 67 74 54), 438 p., 23 €.

Provence-Auschwitz. De l'internement des étrangers à la déportation des Juifs 1939-1944.

Sous la direction de Robert Mencherini.
Publications de l'Université de Provence (04 42 95 31 91), 320 p., 28 €.

Lucie Aubrac: «Non au nazisme».

Maria Poblete.
Actes Sud Junior, 95 p., 7.80 €.

De Gaulle. Éric Roussel.

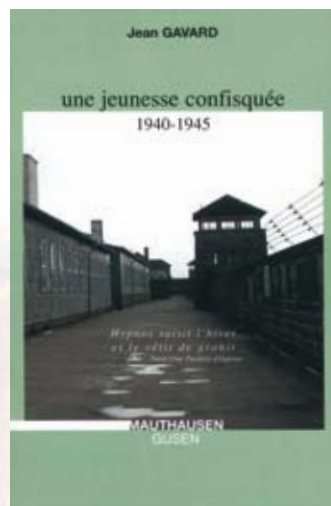
Éditions Gallimard, folio biographies, 324 p., 7.90 €.

À LIRE

Parmi les livres reçus nous choisissons quelques titres qui nous ont particulièrement intéressés et dont nous vous conseillons la lecture. Vous pouvez retrouver d'autres comptes rendus de lecture sur notre site www.fondationresistance.org à la rubrique «Nous avons lu».

Une jeunesse confisquée 1940-1945.

Jean Gavard.
Avant-propos de Daniel Simon, président de l'Amicale de Mauthausen.
Préface de Laurent Douzou, professeur d'Histoire contemporaine à l'IEP de Lyon.
L'Harmattan, 146 p., 13.50 €.



Dans ce livre Jean Gavard retrace avec beaucoup de modestie et de pudeur son engagement dans la Résistance et sa déportation à Mauthausen.

Lycéen bordelais, Jean Gavard n'a que 17 ans lorsqu'au cours du premier trimestre 1941 il est recruté par le réseau Confrérie Notre Dame du colonel Rémy. Ses parents habitant un petit village de Gironde situé entre la Réole et Sauveterre-de-Guyenne, à quelques kilomètres de la ligne de démarcation, il va, en plus de ses missions de renseignements sur les terrains d'aviation allemands, être amené à faire passer en «zone libre» des agents mais surtout de nombreux documents de son réseau, des messages codés qu'il mêle à ses notes de cours ou qu'il dissimule dans ses livres scolaires.

Mais bientôt arrive le temps de la répression. Le 10 juin 1942, à

l'approche des épreuves du baccalauréat, suite à une trahison, Jean Gavard est arrêté en même temps que Jean Cayrol et vingt membres de son réseau. Interrogé il est emprisonné à Bordeaux puis transféré à Fresnes où il connaît les affres de la torture morale de la mise au secret. Après dix mois d'isolement, le 25 mars 1943 il est convoyé à la gare de l'Est pour être déporté à Mauthausen. Refusant un récit linéaire induisant une reconstruction, Jean Gavard par tableaux successifs évoque cette «expérience unique» qu'il décrit lui-même comme «une rupture, quelque chose d'extra ordinaire, d'extérieur à mon être, qui tranche avec le reste de ma vie». Il ne raconte donc pas l'ordinaire de Mauthausen ou de Gusen mais rapporte essentiellement les moments où la conscience humaine résiste à l'aliénation voulue par le système concentrationnaire nazi comme: ce geste d'entraide d'un soldat mongol, prisonnier de l'Armée soviétique qui au péril de sa vie lui donne une gamelle de «café», l'aide qu'il apporte à un témoin de Jéhovah qui refuse de produire des armes à l'usine Steyr, ou bien ses rencontres avec le père Jacques celui dont la vie va inspirer à Louis Malle le film *Au revoir les enfants*...

Dans une deuxième partie de ce livre Jean Gavard montre comment, dès son retour de déportation, il participe à la transmission de cette Mémoire notamment dans le milieu scolaire. Peu à peu, à côté d'une carrière dans l'administration de l'Éducation nationale, il s'investit dans les associations de résistants et de déportés et notamment à l'amicale de Mauthausen où il participe entre autre à l'organisation des voyages d'études dédiés aux enseignants. Désireux de transmettre son témoignage «aux femmes et aux hommes qui [lui] survivront, dans un monde différent, mais où chaque être se situera toujours entre liberté et aliénation», à partir des années soixante, il intervient régulièrement devant des élèves dans le cadre du Concours national de la Résistance et de la Déportation. Concours qu'il contribue à faire rayonner lorsqu'il assume la présidence de son jury national de 1993 à 2001 succédant à Louis François lui aussi membre de CND.

Ce récit touche non seulement par sa sobriété et sa pudeur, mais aussi par ce qu'il révèle de l'humanisme profond de son auteur.

Frantz Malassis

Le Prix Littéraire de la Résistance décerné par le Comité d'action de la Résistance (CAR) a été attribué cette année à Véronique Olivares Salou et Michel Reynaud pour *Le roman des Glières. La résistance des républicains espagnols au plateau des Glières-Les maquis espagnols en Haute-Savoie* (éditions Tirésias).

La cérémonie de remise, présidée par M. Yves Guéna, s'est déroulée le mardi 19 février dernier au Palais du Luxembourg.

► suite de la page 2

REMISE DES PRIX AUX LAURÉATS DU CONCOURS NATIONAL DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION DANS LE GRAND SALON DE L'HÔTEL NATIONAL DES INVALIDES

Le 15 janvier dernier au matin, après avoir visité, la veille, le musée de l'Ordre de la Libération, les lauréats accompagnés de leurs professeurs ont reçu leur prix à l'occasion d'une belle cérémonie dans le grand salon de l'Hôtel national des Invalides à Paris en présence de personnalités du monde combattant et des autorités de la Défense et de l'Éducation nationale.

M^{me} Joëlle Dusseau, inspectrice générale d'Histoire-Géographie et présidente du jury national, a tout d'abord salué, avec beaucoup d'émotion, la mémoire de Lucie Aubrac⁽¹⁾ et de Claude Meyroune⁽²⁾, témoins inlassables disparus en 2007, si attachés à ce concours. Un concours à part dans l'Éducation nationale a souligné Joëlle Dusseau puisqu'il est la « *rencontre d'un passé toujours brûlant et d'un avenir à construire* ». Elle s'est réjouie que « *tant d'enseignants y donnent du temps et de l'énergie, et que tant d'élèves de collèges et de lycées s'y engagent* » rappelant que « *les valeurs portées par la résistance sont celles que nous devons porter et faire vivre* ».

M^{me} Joëlle Dusseau, a ensuite donné des indications sur l'évolution du concours⁽³⁾ notant une progression importante du taux de participation supérieure de 27 % à celle de l'édition précédente avec 46 382 candidats⁽⁴⁾.

M^{me} Marie-José Chombart de Lauwe, présidente de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, a fait remarquer que la réflexion sur le thème du travail dans l'univers concentrationnaire pouvait nous inviter « *à porter un regard interrogateur sur nos sociétés actuelles et comme une incitation à y discerner ce qui aurait pour aboutissement ou pour conséquence de réduire l'être humain à l'état de simple kleenex* ».

M. Xavier Darcos, ministre de l'Éducation nationale était représenté par M. Jean-Louis

Nembrini, directeur général de l'enseignement scolaire qui a lu un message dans lequel le ministre rappelait l'importance de ce concours devenu au fil des ans « *une institution éducative, véritable pièce maîtresse du rempart mémoriel érigé contre l'oubli des maux et des sacrifices endurés au cours des années les plus sombres de notre histoire* ». Celui-ci se terminait par l'assurance que le ministère de l'Éducation nationale « *fidèle à l'exigence de vérité qu'incarnait M^{me} Lucie Aubrac* » s'engageait à perpétuer son combat, à « *entretenir la flamme du souvenir et à faire connaître aux enfants de notre pays la dignité, le courage et le sacrifice de celles et ceux qui, déportés ou résistants, firent face à la barbarie nazie* ».

Enfin, M. Alain Marleix, secrétaire d'État à la Défense, chargé des Anciens Combattants, a remercié et a félicité la Fondation pour la mémoire de la Déportation, la Fondation de la Résistance, toutes les fondations et associations de mémoire, les témoins et les enseignants qui ont accompagné les élèves dans la préparation de ce concours tout au long de l'année. Pour lui, ce concours « *n'est pas simplement un exercice de style, l'occasion de faire valoir ses capacités littéraires ou historiques : il signifie autre chose ! [...] Il s'inscrit dans le parcours civique qui tout au long de sa scolarité, permet à l'élève de prendre conscience de son statut de citoyen, de ses droits et devoirs et du lien indissociable entre la liberté et la responsabilité* ».

Puis lecture fut faite du palmarès. Les élèves et les professeurs se sont alors succédés à la tribune pour recevoir leur prix aux applaudissements de l'assistance.

À la fin de la cérémonie de remise de prix, M. Raymond Aubrac, vice-président d'honneur de la Fondation de la Résistance a offert le prix spécial de la Fondation de la Résistance à huit lauréats. Ce prix spécial a été créé en 2001 par

Lucie et Raymond Aubrac qui ont versé à la Fondation de la Résistance l'intégralité des dommages et intérêts qu'ils avaient perçus à l'issue d'un procès. Chaque année, grâce aux revenus de cette somme, la Fondation de la Résistance peut récompenser plus particulièrement quelques lauréats nationaux.

Un cocktail a ensuite clôturé la cérémonie, occasion de nombreux échanges entre acteurs de cette période et jeunes lauréats.

L'après-midi, achevant leur séjour de deux jours à Paris, les lauréats et leurs professeurs ont pu découvrir les salles consacrées à la Seconde Guerre mondiale du Musée de l'Armée et poursuivre ainsi leur réflexion. ●

Frantz Malassis

(1) cf. *La Lettre de la Fondation de la Résistance* n° 49.

(2) cf. *Mémoire Vivante* n° 55.

(3) Le rapport du Concours national de la Résistance et de la Déportation 2007 est disponible à l'adresse suivante :

<http://www.education.gouv.fr/cid20778/concours-national-de-la-resistance-et-de-la-deportation-2007-remise-des-prix.html>

(4) Parmi eux, comme les années précédentes, les collégiens sont beaucoup plus nombreux : 34 725 contre 11 657 lycéens. Et comme les années précédentes, les élèves privilégient plus les devoirs individuels (les 2/3 pour le collège, la moitié pour le lycée) que les travaux collectifs.

En première catégorie, devoir individuel, 6 632 lycéens ont participé au concours. En deuxième catégorie, 5 025 lycéens ont réalisé un travail collectif. En troisième catégorie 23 763 collégiens ont produit un devoir individuel. En quatrième catégorie 10 962 collégiens ont réalisé un travail collectif.

L'AMICALE ALLIANCE REMET SON DRAPEAU À LA FONDATION DE LA RÉSISTANCE



Le 11 septembre dernier, M. Étienne Lafond-Masurel, accompagné de M^{me} Jeannie de Clarens et de M. Jacques Fourcade, fils de Marie-Madeleine Fourcade, chef du réseau Alliance⁽¹⁾, a remis symboliquement le drapeau de l'Association Amicale Alliance à M. Pierre Sudreau, président de la Fondation de la Résistance entouré notamment du docteur Pierre Morel, président du CAR et vice-président de la Fondation et de M. François Perrot, président de l'UNADIF. Cette cérémonie symbolique marquait la fin des activités de l'amicale fondée par Marie-Madeleine Fourcade en 1945. Dès cette époque, Marie-Madeleine Fourcade, officier liquidateur du réseau Alliance, se charge de l'homologation de ses 2 405 agents, survivants ou disparus, ainsi que du versement des pécules et de l'attribution de décorations. En même temps, grâce à ses recherches entreprises dès l'automne 1944 sur les lieux de détention et de supplice des agents d'Alliance en Alsace et en Allemagne, elle obtient rapidement le rapatriement en France de leurs corps. Elle participe également activement à la recherche des tortionnaires et des délateurs dont furent victimes ses agents. Ce travail opiniâtre de recherche des agents disparus aboutit en 1947 à la publication du *Mémorial de l'Alliance* dédié aux 439 morts du réseau. Jusqu'à son décès elle participe activement aux œuvres sociales au profit des familles

de disparus ou au « reclassement » professionnel des anciens résistants à travers son puissant réseau de relations.

Désormais, chaque 27 mai, le drapeau d'« Alliance » flottera aux côtés des autres drapeaux d'associations dissoutes confiés à la Fondation de la Résistance, lors du ravivage de la Flamme sous l'Arc de triomphe.

FM

(1) à la suite de l'arrestation de Georges Loustau-Lacau.

CONCOURS DE LA MEILLEURE PHOTOGRAPHIE D'UN LIEU DE MÉMOIRE

En 1998, le Concours de la meilleure photographie d'un lieu de Mémoire est né du constat que de nombreux candidats du Concours National de la Résistance et de la Déportation étaient amenés à prendre des photographies de lieux de Mémoire lors de visites préparatoires sans qu'elles soient systématiquement valorisées dans ce cadre.

L'idée de ce concours était donc d'offrir aux élèves la possibilité d'exprimer leur sensibilité aux aspects artistiques et architecturaux des lieux de Mémoire relatifs à la Résistance intérieure et extérieure, à l'internement et à la Déportation

situés en France ou à l'étranger au travers de la technique photographique.

Depuis lors, les Fondations de la Résistance, pour la Mémoire de la Déportation et Charles de Gaulle organisent chaque année, après les résultats du Concours national de la Résistance et de la Déportation, le concours de la meilleure photographie d'un lieu de Mémoire.

Cette année le jury réuni le 14 février dernier au 30 boulevard des Invalides (Paris 7^e) avait à choisir entre 14 photographies présentées par 8 candidats ⁽¹⁾. Au terme d'un examen attentif trois prix et une mention ont été décernés.

Vous pouvez retrouver le règlement de ce concours ainsi que les photographies primées accompagnées du texte intégral de présentation des candidats sur le site Internet de la Fondation de la Résistance (www.fondationresistance.org) à la rubrique « Activités pédagogiques ».

FM

(1) Ce concours a concerné 3 lycéens et 5 collégiens (6 filles et 2 garçons) de 7 établissements scolaires. Les 7 départements d'origine des travaux sont : le Cantal, l'Eure, La Loire, l'Oise, le Puy-de-Dôme, le Rhône et le Val-de-Marne.

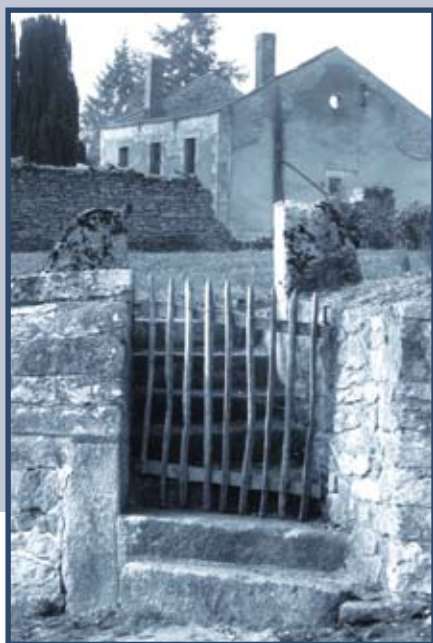
Le premier prix a été décerné à **Camille VIALON**, élève de troisième au collège Jeanne de la Treille d'Aurillac (Cantal), pour sa photographie, prise dans les ruines du village martyr d'Oradour-sur-Glane.

Cette candidate l'avait accompagné d'un texte traduisant son émotion :

«Tiens une barrière fermée mais pour qui ? Qui habite ici ?

Pourquoi fermer la barrière puisque personne ne vit dans cette maison.

Une maison éventrée, sans toit, ni fenêtre. Une maison où pourtant respiraient la joie de vivre, les rires des enfants et le bonheur partagé. Un ventre, à présent hurlant de douleur et de pitié : jamais, plus jamais ça.»



Le troisième prix est revenu à **Emelyne PAYET**, élève de troisième du collège des Prunais à Villiers-sur-Marne (Val-de-Marne), pour son cliché réalisé au camp de Drancy.

Outre la présentation de son travail, cette candidate avait joint un poème à son cliché.

*«Dans un lourd silence,
le monde a vécu une des plus horrible
violence,
celle d'une religion rejetée
et d'autres personnes mis de côtés.
Durant 6 années,
tziganes, juifs et résistants on été transportés,
plus connus sous les noms de déportés,
dans des camps où la seule loi
était de croire en soi.*

*Drancy, ainsi ont commencé pour certains
l'histoire de leur vie.*

*Il y a eut un camp de transit,
qui voulait signifier « vie réduite ».
Malgré leur volonté d'y croire
pleins n'en ont plus eu le pouvoir
car les nazis avaient enlevé à leurs cœurs,
même un souffle de bonheur.»*

Le deuxième prix a été attribué à **Fabien CRINON**, élève de terminale économique et sociale au lycée Jean Calvin à Noyon (Oise), pour son cliché « Le quai des déportés de la Gare de Compiègne » prise à Margny-lès-Compiègne (Oise).



Un commentaire expliquant sa démarche était joint :
« Ces deux stèles rappellent le martyr des déportés de 1942 à 1944. Le quai des déportés vit partir 52 convois composés de Juifs, prisonniers politiques en direction des camps de concentration. Ces déportés provenaient des anciennes casernes de Royallieu, transformées en camp d'internement (Frontstalag 122). Les déportés traversaient la ville de Compiègne en direction de la gare avant d'être embarqué à destination des camps nazis. Parmi les convois qui rythmèrent la vie du camp, on peut citer celui du 6 juillet 1942. Il s'agit du « convoi des 45 000 » composé de 1175 communistes partant de Compiègne en direction d'Auschwitz-Birkenau. Ils seront les premiers déportés résistants à avoir été tatoués. Comme ils portaient des numéros supérieurs à 45 000, ce transport sera surnommé « le convoi des 45 000 ». De même, comme l'indique la stèle de gauche, des convois « spéciaux » ici, des juifs sont partis de Compiègne. [...] J'ai choisi de séparer les deux stèles (plutôt qu'une vue d'ensemble) afin de visualiser les inscriptions. Ces stèles sont visibles dans le prolongement du quai des voyageurs de la gare. Ceci permet de garantir la mémoire puisque les monuments sont implantés sur les lieux même de l'embarquement des 48 000 hommes, femmes et enfants pour l'Allemagne. » [ndlr : en fait 40 000 déportés sont partis de cet endroit].